

L'UE prépare un nouvel élargissement dans sept ans

LE RÉSUMÉ

Poussée par le départ du Royaume-Uni, la Commission donne un **coup d'accélérateur à l'adhésion des six pays des Balkans occidentaux.**

La Serbie et le Monténégro pourraient entrer dans l'UE «à l'horizon 2025».

VINCENT GEORIS
À STRASBOURG

Vingt ans après la guerre qui déchira la Yougoslavie, l'Union européenne veut relancer les perspectives d'adhésion des Balkans occidentaux. «*La porte est ouverte... Il y a une trajectoire claire*», a dit mardi à Strasbourg la Haute représentante de l'UE, Federica Mogherini. La Serbie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Kosovo, rejoints par l'Albanie, «*ont tous vocation à devenir membres*», a-t-elle ajouté, «*l'UE n'est pas condamnée à être à 27.*»

Ces dernières années, la crise économique, le Brexit et la question migratoire avaient mis en veilleuse la prochaine vague d'adhésion. Mais le vent tourne. La Commission européenne a adopté mardi une nouvelle stratégie renforçant les perspectives d'élargissement. L'initiative a été bien reçue par les eurodéputés.

La Serbie et le Monténégro, les deux seuls États à avoir débuté les négociations avec l'UE, se voient offrir une perspective d'adhésion «à l'horizon 2025». Mais cette date «*n'est pas un ultimatum. C'est une perspective*», a précisé M^{me} Mogherini.

Juncker prudent

Le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, avait promis en 2014 qu'il n'y aurait pas de nouvel élargissement durant son mandat. Mais le Brexit a changé la donne. L'UE veut combler le départ du Royaume-Uni. Par ailleurs, l'influence de la Russie sur la région des Balkans se fait de plus en plus pressante.

En juillet dernier, M. Juncker avait évoqué une première fois la date de 2025. Cette date est «*indicative*», a-t-il clarifié mardi devant les députés européens afin de tempérer les ardeurs. Le président de la Commission avance avec la prudence d'un Sioux. Les réticences à l'égard d'un nouvel élargissement sont encore vives au sein de l'UE. Des voix réclament un approfondissement du projet européen avant d'élargir à nouveau son territoire. La question du dumping social des travailleurs venus de l'est de l'Europe a aussi jeté le doute.

Pour la Commission européenne, cet élargissement a des avantages économiques. Il fait entrer la population des Balkans – 80 millions de consommateurs – dans le marché intérieur. L'exécutif européen in-

voque aussi la nécessité de maintenir la sécurité et la stabilité de la région. «*L'inclusion est la meilleure politique de sécurité pour le citoyen européen*», a dit le commissaire en charge de l'Élargissement, Johannes Hahn.

Six initiatives phares

L'adhésion n'ira pas de soi, ces six pays devant remplir des critères fixés dans 35 chapitres de négociations. La Commission les a appelés hier à accroître leurs efforts, en particulier dans la lutte contre la corruption et la mise en œuvre des réformes économiques.

La nouvelle stratégie comporte six «*initiatives phares*» résumant ces efforts à réaliser dans les années à venir autour de l'État de droit, la sécurité et la migration, le développement économique, les transports, le numérique et les relations de bon voisinage.

La réconciliation occupe une part importante. Pour M. Juncker, «*il n'y aura d'élargissement que si les querelles de frontière sont réglées*». Le message s'adresse à la Serbie et au Kosovo, en dispute sur les questions frontalières. La Grèce et la Macédoine devront aussi solutionner leur litige (voir ci-contre).

Aucune dépense supplémentaire n'est prévue. «*Le budget d'un milliard d'euros alloué à ces pays pour leur pré-adhésion n'est pas modifié. La moitié est réattribuée en fonction de ces six initiatives*», précise M. Hahn.

CONFLIT DIPLOMATIQUE

UN ACCORD SE PROFILE POUR LA MACÉDOINE

Parmi les questions à résoudre avant l'élargissement annoncé, il va falloir trouver un terrain d'entente sur le nom de «l'Ex-République yougoslave de Macédoine» – dont ce nom à rallonge n'est qu'un compromis temporaire. Alors que la Grèce refuse qu'une de ses régions ait à par-

tager son nom avec un pays des Balkans, Skopje a ouvert la porte à une concession sur le sujet. «*Nous sommes prêts à accepter une désignation géographique pour le nom*», a indiqué le Premier ministre Zoran Zaev mardi. Cela pourrait donner la

«Haute Macédoine» ou la «Macédoine du nord», par exemple. Cette annonce intervient après que quelque 140.000 personnes (selon la police) se sont rassemblées dans le centre d'Athènes dimanche derrière le slogan: «*Il n'y a qu'une Macédoine, et elle est grecque*».